

*Économie canadienne*

bien conçues pour dépouiller le Parlement de ses pouvoirs. Il a conçu ces mesures pour affaiblir le Parlement et concentrer le pouvoir dans les mains du premier ministre (M. Trudeau) et de son cabinet.

**Une voix:** Oh, oh!

**M. Yewchuk:** Si le député de Toronto écoutait un moment, il verrait que c'est bien vrai. Remontons à 1969. Nous avons discuté presque tout l'été de la modification du Règlement de la Chambre des communes. Nous avons discuté de changements très importants qui enlevaient à cette Chambre le pouvoir d'interroger le gouvernement sur ses activités et de le contraindre à rendre compte de ses dépenses au Parlement et aux Canadiens. Le gouvernement est allé jusqu'à imposer la clôture afin de présenter un règlement qui faciliterait beaucoup l'imposition de la clôture. Je veux parler de l'article 75C.

Nous pouvons aussi examiner la façon dont le gouvernement a traité la période des questions pour voir ce qui en est advenu au cours des huit ou dix dernières années. Si nous remontons aux jours mémorables où le très honorable député de Prince Albert (M. Diefenbaker) était premier ministre, nous constatons qu'alors la période des questions était toujours utilisée de façon très démocratique. La Chambre posait toutes les questions qu'elle voulait et le gouvernement y répondait. Aussitôt que le gouvernement eut changé et que feu Lester Pearson fut devenu premier ministre, la durée de la période des questions a été limitée. On avait très bien compris les risques que pouvait faire courir au gouvernement une période de questions qui se prolongerait sans limite. Il n'en voulait pas. Une des premières choses que le nouveau gouvernement a faites a été de la limiter.

À la suite des élections de 1968, on a pris d'autres dispositions, parce que la période des questions était encore une épreuve trop dure. L'actuel premier ministre est même allé plus loin. Il a retiré de la Chambre le tiers ou la moitié de ses ministres durant la période des questions. Les ministres étaient présents seulement deux ou trois fois par semaine. Si l'on regarde le traitement de ces messieurs, on devrait s'attendre à ce qu'ils s'acquittent de leurs tâches à la Chambre un peu plus consciencieusement. Cela, bien sûr, visait à donner au gouvernement une plus grande protection au cours de la période des questions. Toutefois, l'attitude du gouvernement a provoqué beaucoup de mécontentement de la part du public: depuis lors, le gouvernement a fait volte-face. Tout récemment, au Parlement même, on a réduit davantage la période des questions. Si l'on avise quelque peu à cette situation, on s'aperçoit vite que la démocratie est malmenée au Parlement.

Si l'on examine autour de soi et si l'on consulte les gens en divers points du pays, on constate une préoccupation certaine au sujet de la direction du gouvernement. On a cherché lentement, mais sûrement, à modifier le cours de notre système économique en l'écartant de ces principes traditionnels fondés sur l'entreprise privée et la propriété, ainsi que sur le jeu de la libre concurrence du marché.

Nous avons assisté à la prolifération de certaines sociétés de la Couronne. Nous avons vu se multiplier des changements, entre autres, dans la politique fiscale, qui ont sérieusement menacé l'industrie, jusqu'ici assurée de manière satisfaisante et efficace par l'entreprise privée. Je fais allusion en particulier à l'industrie du pétrole. Il n'y a pas longtemps, nous ne pensions même pas que nous pourrions subir une pénurie de ce produit ou ne pas subvenir à nos propres besoins. Au cours des trois dernières années, le

gouvernement a cherché soudainement à modifier le climat économique, à changer la fiscalité au moyen de modifications brutales et multipliées dans sa politique du pétrole. L'industrie du pétrole a connu ainsi une instabilité qui l'a conduite à diminuer sa productivité et son budget consacré à l'exploration et au développement. Le pays est maintenant dans une situation telle qu'il pourrait se retrouver totalement à la merci de ressources extérieures d'ici une dizaine d'années.

Nous avons vu la floraison de programmes très coûteux assez typiques du gouvernement. Ils sont conçus pour des raisons politiques et destinés à acheter le vote du contribuable avec, d'ailleurs, ses propres deniers. À titre d'exemple, je mentionnerai PetroCanada qui va...

**Des voix:** Oh, oh!

● (1540)

**M. Yewchuk:** Les députés n'aiment pas entendre la vérité. Ceux qui se plaisent à ces interjections auraient bien du mal à prouver que nous avons vraiment besoin de cette société. Nous avons longuement discuté de cette question. Ce programme coûtera à la population du Canada 1.5 milliard de dollars, et pourtant on n'a jamais réussi à présenter à la Chambre la moindre preuve qu'on en ait vraiment besoin. Il semble plutôt qu'il s'agisse là d'un coup de chapeau aux socialistes de notre société.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Yewchuk:** On grogne du côté des socialistes, à ce que j'entends. Je sais pertinemment qu'au moment du vote, ceux-ci étaient heureux d'appuyer la mesure. Ce n'est que la suite du mariage officieux qu'ils ont contracté avec le gouvernement, quand il était en minorité, et qui semble se poursuivre à l'heure actuelle.

Je parlais de prodigalité, je peux facilement citer des chiffres à l'appui. En 1968, lorsque je suis entré pour la première fois à la Chambre, le budget total du gouvernement fédéral était inférieur à \$11 milliards, il était d'environ \$10.8 milliards. Il a triplé dans le court intervalle de sept ans. Pouvez-vous imaginer quelque chose de plus honteux, de plus susceptible d'aggraver l'inflation que ces dépenses inconsidérées?

**M. Nystrom:** Qu'est-il arrivé en Alberta?

**M. Yewchuk:** Un député néo-démocrate demande ce qui est arrivé en Alberta. Il se trouve que le budget de l'Alberta est beaucoup plus satisfaisant.

**M. Guay (Saint-Boniface):** Oh, certainement! Et vous le dites en riant.

**M. Yewchuk:** Beaucoup plus satisfaisant que celui du gouvernement fédéral ou même celui de la Colombie-Britannique ou du Manitoba, où les socialistes étaient au pouvoir.

**M. Guay (Saint-Boniface):** C'est mieux.

**M. Yewchuk:** Pour ce qui est de la Colombie-Britannique, ils ont pratiquement conduit la province à la faillite en l'espace de trois ans et ils demandent maintenant au peuple de leur accorder encore trois ans pour achever leur œuvre.